

Unité départementale du Val d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 18 avril 2025

Rapport de l'Inspection de l'environnement

Visite d'inspection du 20 mars 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société STEG

190 Bis, route de Pontoise, BP 80212, 95100 Argenteuil

Code AIOT : 0006505365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 20 mars 2025 portant sur le sujet du suivi en service des équipements sous pression présents au sein de l'établissement STEG implanté au 190 bis, route de Pontoise à Argenteuil (95100). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression en référence à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection de l'environnement portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection de l'environnement ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection de l'environnement à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection de l'environnement à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, III.	Demande d'action corrective	1 mois
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, I.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons pu constater que le suivi en service des équipements n'est pas régulier au regard des dispositions de l'arrêté ministériel afférent du 20 novembre 2017. Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives qui s'avèrent nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, III.
Thème(s) : Situation administrative, Liste des équipements sous pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Lors de la visite du 20 mars 2025, nous avons pu constater la présence d'au moins 3 équipements sous pression. Il s'agit des équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">• un récipient X-PAUCHARD, n°624022, année 2016, volume 500 Litres, Pression de service de 15,8 bars ;• un récipient COINOX N°8605 de 2021, de volume 500 litres et e pression de service 11 bars,• une cuve de compresseur ATLAS COPCO, année 1990, de volume 30 litres et de pression de service 15 bars. Par courriel du 17 avril 2025, l'exploitant indique que cette cuve est inutilisée depuis plusieurs années. <p>Un quatrième équipement présenté par le chef d'atelier en tant qu'évapoconcentrateur est susceptible d'être soumis à la réglementation des ESP. Cependant, aucun élément tel qu'une plaque d'équipement n'est présent sur cet équipement. Par courriel du 16 avril 2025, l'Inspection a demandé à la société STEG de fournir la documentation technique de cet évapoconcentrateur. Par courriel du 17 avril 2025, l'exploitant indique avoir consulté la société qui s'occupe de la maintenance de cet appareil pour avoir un avis technique.</p> <p>Des équipements sous pression étant effectivement présents au sein de l'établissement, la liste des ESP est donc à détenir. La société STEG n'a pu présenter à l'Inspection la liste de ses équipements sous pression. Il est à noter que les équipements non utilisés doivent également figurer sur cette liste.</p> <p>Non conformité n°1 : La liste des équipements sous pression prévue au III de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 n'a pu être fournie par la société STEG. Il est demandé à l'exploitant de corriger cette non-conformité sous un délai d'un mois.</p> <p>Observation n°1 : Il est demandé à la société STEG d'informer l'inspection dans les meilleurs délais des retours qu'elle aura pu obtenir concernant les spécifications techniques de l'évapoconcentrateur.</p> <p>Observation n°2 : Il est demandé à la société STEG de s'assurer du recensement exhaustif des équipements sous pression qu'il exploite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, I.
Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour tous les équipements :- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pu justifier qu'il dispose de dossiers d'exploitation complets concernant les récipients X-PAUCHARD et COINOX en exploitation et mentionnés en fiche de constats n°1.</p> <p>Non conformité n°2 : Les dossiers d'exploitation des équipements X-PAUCHARD et COINOX ne sont pas constitués. Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité sous un délai de 2 mois en constituant les dossiers d'exploitation des équipements X-PAUCHARD et COINOX mais également de tous les autres équipements sous pression susceptibles d'être présents sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Inspections périodiques
Prescription contrôlée : L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...]Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. [...]
Constats : Concernant les deux équipements sous pression en exploitation identifiés en fiche de constat n°1 : <ul style="list-style-type: none">• récipient X-PAUCHARD. L'exploitant a pu justifier de la réalisation de l'inspection périodique sur cet équipement. Par échange téléphonique, l'exploitant a indiqué à l'Inspection disposer du document justifiant de l'inspection périodique. Cependant, ce document n'a pas été transmis à l'Inspection à la date de clôture du présent rapport.• récipient COINOX. Ce récipient approche de sa date de première inspection périodique depuis sa date de mise en service. La société STEG a transmis le 14 avril 2025 un devis pour la réalisation prochaine d'une inspection périodique. Non conformité n°3 : Nous constatons que l'exploitant n'a pu justifier de la réalisation d'une inspection périodique concernant le récipient X-PAUCHARD. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la réalisation de cette inspection périodique sous un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Requalifications périodiques
Prescription contrôlée : L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]
Constats : Concernant les deux équipements sous pression identifiés en exploitation mentionnés en fiche de constat n°1, il apparaît que ces équipements ne sont pas assez anciens pour nécessiter la réalisation d'une requalification périodique. Aucune non-conformité n'est constatée.
Type de suites proposées : Sans suites